

Pourquoi les Grecs doivent voter "non" au référendum



On veut faire rembourser leurs dettes aux Grecs à titre d'exemple, mais le problème, c'est qu'ils n'y arriveront jamais.

Avec Pascal-Emmanuel Gobry

Le gouvernement grec a décidé de soumettre le dernier accord avec l'Eurogroupe à un référendum. C'est une bonne idée, et les Grecs doivent voter "non".

[>>>> A lire également : La crise grecque, dernier épisode d'une guerre luthériens contre catholiques ? Comment les divisions séculaires de l'Europe sont en train de reprendre le pas sur ce qui l'unissait depuis 1945](#)

On veut faire rembourser leurs dettes aux Grecs. Le problème, c'est qu'ils n'y arriveront jamais. **Dans le monde réel, lorsqu'une personne ou une entreprise ne peut pas rembourser ses dettes, on la restructure.** Ce n'est jamais joyeux, mais c'est comme ça - quand on peut pas on peut pas.

C'est d'autant plus vrai dans le cas d'un Etat, où le forcer à restructurer ses dettes déprime son économie, ce qui veut dire qu'il n'arrive pas à générer les rentrées fiscales pour rembourser la dette. Donc ça ne sert absolument à rien.

On rétorquera qu'il faut faire rembourser leurs dettes aux Grecs, parce qu'ils se sont engagés, parce qu'ils sont irresponsables, parce qu'ils ont beaucoup de problèmes, parce qu'ils doivent réformer et que c'est le seul moyen de leur faire réformer.

Cet argument était peut être audible en 2009 ou en 2012. Aujourd'hui, ça fait 7 ans que les Grecs vivent l'équivalent d'une grande dépression. **Jusqu'à quand faire souffrir un peuple dont presque aucun n'est individuellement responsable, juste pour renforcer un point moralisateur ?**

Est-ce que la Grèce a encore besoin de réformes ? Oui, mais ça ne veut pas dire qu'on doit faire souffrir des millions de gens pour les forcer à le faire, au mépris de la démocratie et de la souveraineté. Et le gouvernement grec actuel n'a d'ailleurs jamais dit qu'il ne voulait faire aucune réforme, bien au contraire.

Et puis, surtout, aujourd'hui la Grèce a fait d'énormes progrès. Leur budget est en excédent primaire, c'est-à-dire que l'Etat arrive à se financer par l'impôt sans s'endetter si n'étaient les intérêts de la dette - la France aimerait pouvoir en dire autant. Les Grecs ont fait d'énormes progrès sur des sujets clés comme la corruption et la lutte contre la fraude fiscale.

Ce qui ne doit que renouveler la question : jusqu'à quand poursuivre dans cette lancée qui ne mène à rien et qui ne fait que faire souffrir des gens innocents ?

Un vote "non" ne garantira pas une sortie de crise. Mais il ouvrira une porte.

Car une chose est certaine : un vote "oui" garantit que la situation actuelle perdurera éternellement. Et elle ne peut plus durer.